

Quand les chiffres sont des acteurs

Le PIB est une représentation de la réalité économique qui, comme nous l'avons vu, en dit à la fois trop et trop peu sur cette réalité. En tant qu'indicateur de mesure de la richesse produite, il sous-estime cette richesse par bien des aspects, et la surestime sous d'autres angles Voir [démystifications/croissance, décroissance, développement durable](#).

Quiconque s'intéresse, à propos du PIB, à la capacité de cette représentation à produire du réel et à cette « erreur » de créer de la vérité doit sans cesse naviguer en tâchant d'éviter deux écueils : accorder trop ou trop peu de pouvoir au PIB. Dans le premier cas, on oublie que ce n'est pas le thermomètre qui fait monter la température. Dans le second cas, on sous-estime le fait que les premiers lecteurs de cet indicateur sont des décideurs. Illustrons successivement ces deux écueils.

Thermomètre et thermostat

« ... Les théories de politique économique considèrent encore le produit intérieur brut (PIB) comme une référence fondamentale. Appelés à définir le nouveau monde, s'ils (les chiffres ?) s'avéraient, ..., de pures abstractions déconnectées de la situation réelle ..., ils ne pourraient qu'induire de mauvais choix : la fameuse politique d'austérité l'a démontré de manière retentissante. La sortie de la crise passe donc par une révolution culturelle, un désaveu de la croyance scientifique aveugle dans les chiffres.

... »¹

Guido Rossi, l'auteur de ces lignes, est un juriste italien qui a occupé différents postes de responsabilité dans des domaines divers : il fut notamment président à partir de 1981, de la Consob (l'Autorité italienne des marchés financiers). Il a dirigé d'autres grandes entreprises italiennes telles que Ferfin-Montedison et Telecom Italia Il fut également sénateur de la Gauche indépendante entre 1987 et 1992.

Son propos est donc de considérer que la politique d'austérité, « mauvais choix », a été « induite » par les « chiffres » et, singulièrement par le produit intérieur brut, que « les théories économiques considèrent encore comme une référence fondamentale ».

La politique d'austérité ici mise en accusation consiste entre autres choses à limiter les déficits publics. Si elle est dénoncée en tant que telle, c'est généralement en raison de son effet supposé négatif sur la croissance économique, c'est-à-dire sur l'augmentation... du PIB.

Peut-on dire que la politique d'austérité est produite (induite) par les chiffres, par les indicateurs, et particulièrement par le PIB ? Qui décide ? Les chiffres ou les hommes ?

Un chiffre semble en effet décisif. Ce chiffre a le mérite de ne pas se cacher. Il est simple à énoncer, c'est un pourcentage : 3%. Il ne vaut cependant que pour la zone euro. Dans

¹ Guido Rossi : « Economie. Un PIB sans foi ni loi », *Il Sole-24 Ore, Milan*, 8 juin 2014, publié dans *Courrier International*, n° 1233, du 19 au 25 juin 2014

cette zone, le traité de Maastricht² a voulu interdire que les déficits publics des Etats-membres dépassent 3% du PIB. Ce chiffre est en principe un déclencheur d'austérité, puisque, s'ils veulent respecter cette norme, les Etats qui dépassent ce seuil doivent réduire leurs déficits, ce qui se traduit par des coupes sombres dans les dépenses publiques. Et c'est le premier argument utilisé par l'auteur : « La fin de la crise a été décrétée quand le déficit est passé sous la barre des 3% » (du PIB). Le résultat « ne valait sûrement pas le lourd tribut payé », ajoute-t-il, montrant par là son opposition à la politique de l'austérité.

Cependant, si la fin de la crise a été *décrétée* (le mot est juste et contredit par ailleurs le pouvoir attribué aux chiffres) à ce moment-là, ce n'est pas la faute du PIB, mais c'est en raison d'une certaine analyse orthodoxe qui traduit « crise » par « déficit » et fin de crise par fin du déficit, alors que pour la majorité de la population, le mot « crise » se traduit avant tout par l'augmentation du chômage, de la précarité, des inégalités.

De plus, avant d'être *décisif* (d'une manière qui n'est du reste pas si automatique que cela puisque on a plusieurs fois contrevenu à cette règle), ce seuil de 3% a d'abord lui-même fait l'objet d'une *décision*, lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro l'ont adopté. Ils l'ont d'ailleurs fait d'une manière notoirement arbitraire, aucun calcul économique objectif, aucun recours à une quelconque formule n'ayant été à l'origine de la détermination de ce 3%. Pourquoi pas 2,5, ou 3,5 ou 4 ? Personne, à ma connaissance, n'est capable de répondre à cette question.

Il s'agit d'un pourcentage, donc d'un rapport entre deux éléments, dont le PIB se trouve au dénominateur.

A partir du moment où l'on accepte le principe de ce seuil, on peut considérer, il est vrai, que l'évaluation que l'on fait du PIB influe sur le moment où l'application de cette norme déclenchera l'austérité. Prenons un Etat-membre de la zone euro au hasard dont le déficit public est connu. Plus son PIB sera estimé élevé, moins la part qu'en représentent les déficits publics apparaîtra elle-même élevée, et plus il aura de chances d'échapper à l'austérité imposée.

La critique du PIB semble donc ici prendre toute sa pertinence. En effet, on sait que la capacité de cet indicateur à refléter la réalité de la richesse produite est très contestable. Il a été traité **par ailleurs** à quel point le PIB peut soit surestimer soit sous-estimer la richesse nationale d'un pays. C'est la raison pour laquelle des indicateurs alternatifs se multiplient. Guido Rossi signale qu'un nouveau système européen de comptabilité nationale entrera en vigueur en septembre 2014, prenant en compte les dépenses de recherche en tant qu'investissement et non plus en tant que consommation intermédiaire, prenant en compte également des activités informelles voire illicites telles que la drogue et la prostitution. L'auteur ne considère pas ce nouveau système comme la panacée, notamment à cause de ce dernier aspect. Il évoque en revanche une autre alternative : le GO, comme Gross Output (production brute), que les Etats-Unis viennent d'adopter en l'ajoutant au PIB. Ce GO « tient compte des ventes totales de la production de matières premières et de toutes les étapes productives et intermédiaires jusqu'au prix de vente dans le commerce de détail. »

² Suivi par d'autres. La toute dernière version, intitulée « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » (TSCG), a été signée en mars 2012, et adoptée par la France en octobre.

Il existe donc désormais plusieurs manières de déterminer le dénominateur dans le ratio des déficits publics. Selon le choix de l'indicateur, le seuil de déclenchement de l'austérité (dans la zone euro) peut donc changer, ce qui semble donner raison à Guido Rossi : les chiffres contrôlèrent bien le maniement de la politique de l'austérité. Mais cet argument est à double tranchant.

Considérons deux cas.

D'abord, supposons que la richesse réelle d'un pays soit sous-estimée par le PIB. L'auteur fait remarquer par exemple que le GO des Etats-Unis a dépassé les 30 000 milliards de dollars en 2013, alors que le PIB de ce même pays était alors estimé à environ 17 000 milliards de dollars. Notons que l'exemple des Etats-Unis est mal choisi : ce pays n'appartenant pas à la zone euro, la sous-estimation de sa richesse par le PIB et l'amélioration de sa connaissance grâce au GO n'a en principe aucune incidence sur la politique budgétaire. En revanche, dans un Etat-membre de la zone euro dont la richesse produite serait sous-estimée par son PIB, l'adoption d'un autre indicateur permettrait d'augmenter le dénominateur et donc de diminuer le pourcentage que représentent les déficits publics dans cette richesse. Pour un même montant de ces déficits, le pays n'aurait pas à payer le prix social de l'austérité, alors même que, soit dit en passant, il aurait davantage qu'un autre, « les moyens » de cette austérité. En effet, la production de richesse est synonyme d'emploi. Si le PIB sous-estime la richesse, il doit également sous-estimer l'emploi. Un pays souffrant moins qu'un autre du chômage peut davantage qu'un autre « se payer le luxe de l'austérité », si l'on veut bien me permettre ce paradoxe.

Mais si, au contraire, l'utilisation du PIB surestimait cette richesse ? Ce serait le cas d'une société utilisant beaucoup la voiture, polluant beaucoup, mais consacrant peu de temps de travail à la recherche par exemple. Dans ce cas, l'utilisation d'un indicateur plus réaliste que le PIB conduirait, pour un même niveau de déficit public, à en augmenter l'estimation de leur part dans la richesse nationale. Le seuil de 3% serait alors plus rapidement atteint, et l'austérité plus rapidement déclenchée, alors même qu'un tel pays aurait *a priori* plus de difficultés à en payer le prix social.

Ces deux exemples montrent bien qu'aucun indicateur n'est à sens unique, qu'aucun indicateur n'est en soi porteur d'austérité. En dehors de la zone euro, le déclenchement de l'austérité n'a strictement aucun rapport avec le choix de l'indicateur de la richesse nationale ; au sein de la zone euro, le PIB peut soit surestimer soit sous-estimer la richesse, et son utilisation peut donc soit favoriser soit retarder le déclenchement de l'austérité. Il faut même ajouter que de ce point de vue, le réalisme de l'évaluation s'avère davantage complice qu'ennemi de l'austérité.

En fait, il semble bien qu'aucun indicateur chiffré ne trouve grâce aux yeux de Guido Rossi, qui considère que les chiffres ne sont que « de pures abstractions déconnectées de la situation réelle » et que « la sortie de la crise passe par ... un désaveu de la croyance scientifique aveugle dans les chiffres ».

Mais qui peut penser que la navigation à vue est une assurance tous risques contre l'austérité ? A méditer : un coureur aux yeux bandés fonce-t-il à toute vitesse parce que, ne voyant pas les obstacles, il ne croit pas à leur réalité ? Ou s'immobilise-t-il au contraire, frappé par la panique ?

De ce que le PIB n'est pas responsable de la politique européenne d'austérité, il ne faudrait pas conclure à sa neutralité totale. Le fait est que le PIB est porteur de pouvoir dans certains cas. On peut même le considérer aujourd'hui comme un acteur diplomatique de tout premier rang.

Le PIB, acteur diplomatique de tout premier rang (passeport diplomatique)

Pour comprendre que le PIB puisse être un acteur diplomatique (ou un passeport diplomatique), il faut partir de la question suivante, toute simple, brute, choquante peut-être : la richesse est-elle « naturellement » source de pouvoir ? Est-il « naturel » (normal) qu'un pays riche gouverne le monde ?

Révision (ceux qui sont au point peuvent sauter ce passage)

Marx est célèbre pour avoir répondu « oui et non » ! Non, ce n'est pas « naturel » ni « normal », mais oui, c'est une réalité historique. Cette réalité, l'histoire de la colonisation la met en évidence. D'une manière plus générale, que ce soit sous la forme de la colonisation ou sous des formes économiques plus subtiles, les historiens et économistes adeptes du matérialisme historique ou de la théorie de la domination ont pu montrer, en décrivant l'expansion mondiale du capital, que la richesse était source de pouvoir. Du reste, cette proposition apparaît suffisamment crédible pour que le sens commun l'accepte assez spontanément.

Autrefois, au temps des premières conquêtes coloniales, richesse et pouvoir, richesse et domination étaient étroitement liées parce qu'ils s'incarnaient en même temps dans la même personne, celle du *conquistador*. Pas besoin de PIB : la richesse se lisait comme le nez au milieu de la figure (du conquérant). La violence faisait partie, comme l'habillement, des tout premiers signes extérieurs de richesse. En la personne du conquérant, richesse et violence ne faisaient qu'un. Comme il s'enrichissait par la violence, il n'était pas possible de distinguer richesse et domination, richesse et pouvoir. Devenir riche, c'était s'emparer de biens et de ressources naturelles (de terres en particulier). Demeurer riche, c'était protéger sa propriété par la violence. De la violence et du pouvoir découlait la richesse, tandis que la richesse produisait de la violence et du pouvoir.

Mais la figure du conquistador en tant qu'aventurier solitaire a vite été dépassée. Peut-être n'a-t-elle jamais eu de réalité totalement dégagée du mythe. En tout cas, très vite, derrière l'individu conquérant se sont engouffrées des institutions conquérantes : banques, compagnies coloniales, missions religieuses, royaumes, empires...Etats, armées. En même temps, la

relation entre richesse et pouvoir s'est elle-même complexifiée, enrichie d'éléments médiateurs de type institutionnel. De spontanée, cette relation est devenue construite³.

L'Etat colonial, a d'abord joué le rôle d'un médiateur entre « riches » et « pauvres », entre colonisateurs et colonisés.

Puis, vers le milieu du XXe siècle, est intervenu le phénomène de la décolonisation : de nouveaux Etats indépendants ont à leur tour joué le rôle de médiateur entre les Etats des ex-métropoles et les peuples des pays anciennement colonisés. Le concept de sous-développement est apparu pour exprimer les nouvelles modalités du partage du monde en fonction de la puissance et de la richesse. La question du développement a été prise en charge par des économistes dispersés entre différents courants : les structuralistes⁴, dans les années 1950, voyaient le développement comme un changement de structures et de mentalités ; dans la décennie 1970, le courant beaucoup plus pessimiste dit de la domination⁵, considérait que, derrière une indépendance de façade, les pays « pauvres » continuaient à subir la domination des pays « riches » ; cette domination s'exerçait par le biais d'Etats « fantoches » asservis aux « riches » (au capital mondial) et au travers de mécanismes économiques implacables. A peu près à la même époque, l'émergence de nouveaux pays industriels commençait à compliquer le partage du monde en fonction de la puissance et de la richesse. Toujours pertinents, ces deux critères ne s'exercent plus aujourd'hui de manière duale : les pays émergents s'interposent entre les plus anciennement industrialisés et ceux qui demeurent au bord de la route de l'industrialisation.

En même temps que la décolonisation, une nouvelle étape de la médiatisation entre pouvoir et richesse est apparue : les Etats respectivement riches et pauvres, ont cessé d'agir isolément. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, les puissances riches avaient créé des institutions telles que la banque mondiale et le FMI (Fonds Monétaire International), dans lesquelles le pouvoir de décision était proportionné aux fonds déposés par ces Etats. Indirectement donc, il s'agissait déjà d'instruments aux mains des pays les plus riches. Les pays « pauvres » ont répondu par la création, en 1955, du mouvement des non-alignés.

Si Marx, en son temps, *constatait* le rapport entre richesse et pouvoir, c'était, sans doute et sur un plan personnel, pour le regretter aussitôt. Ce rapport relevait d'un mécanisme largement spontané, au sens où personne ne l'avait, collectivement, réellement *décidé*.

Aujourd'hui, il en va tout autrement.

Attention, ici, cœur du sujet.

Aujourd'hui, les dirigeants du monde *revendiquent* ce mécanisme. Ils revendiquent le rapport entre richesse et pouvoir comme un *droit* des pays les plus riches à gouverner la planète. Ils *construisent* cette relation en décidant de mécanismes de représentation à l'intérieur des institutions internationales. C'était déjà vrai à l'intérieur du FMI et de la

³ J'ai bien conscience que cette formulation est elle-même mythique, car elle laisse entendre une chronologie, alors qu'en réalité, il faut comprendre ces étapes comme des étapes du raisonnement, et que les individus n'ont en réalité jamais existé sans institutions.

⁴ R. Prebisch, C. Furtado, F. Perroux, A. Hirschman...

⁵ A. Emmanuel, A. Gunder Frank, S. Amin...

banque mondiale, qui furent conçus comme des sociétés anonymes dont les actionnaires sont des Etats : le pouvoir y est proportionnel aux apports en capital.

Une étape de plus fut franchie à l'instigation du président français Valéry Giscard d'Estaing dans la décennie 1970, quand fut créé le G7 : club des pays les plus riches de la planète. Puis, avec la dissolution de l'URSS, la Russie intégra ce club en donnant naissance au G8. Quoi de commun, sur le plan de l'histoire et des structures économiques, entre ce nouvel arrivant et les anciens ? Un seul : la dimension, économique, indiquée par le PIB. Dans la même logique, la croissance des pays dits « émergents » leur permit d'être accueillis peu à peu d'où la formation du G20, qui fut pensé comme le rassemblement des 20 pays les plus riches du monde.

Seulement voilà : aujourd'hui, la richesse « ne se lit plus au milieu de la figure ». Si la composition du G7 fut décidée d'une manière relativement pragmatique, il ne pouvait en rester ainsi avec son élargissement. Il fallait bien une règle, *se présentant* comme objective, pour décider qu'un pays était « riche » ou non, et surtout qu'un pays était plus « riche » qu'un autre.

Ce fut l'usage du PIB.

Or, ce qu'il faut bien comprendre arrivé à ce point de l'analyse, c'est que le PIB n'est pas seulement un indicateur qui reflète une situation et la communique aux décideurs, comme on dit d'un indicateur de gestion d'une entreprise qu'il est là pour éclairer les décisions de son chef. Davantage qu'un simple éclairage, qu'une lampe qui s'allumerait dans le noir, il se présente également comme un pinceau qui donne ses propres couleurs à la réalité.

Une preuve ?

Le témoignage nigérian

Le 6 avril 2014, le Nigéria est devenu une « superpuissance africaine », susceptible d'égaliser, de rivaliser voire de supplanter l'Afrique du Sud, reconnue comme première économie d'Afrique, membre du G20 et du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine). Le 5 avril encore, le Nigéria était un pays pauvre, le lendemain il devenait un pays « émergent ». Les portes du G20, celles du groupe des BRICS s'entrouvraient devant lui, tandis que ses chances étaient sérieusement augmentées d'obtenir une place un jour au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Que s'est-il passé ce jour-là ? Le Nigéria a-t-il fondamentalement augmenté sa richesse en une seule nuit ? Certainement pas.

Certes, la croissance économique était « depuis une dizaine d'années »⁶ particulièrement rapide et, d'environ 7% par an, elle dépassait celle de son rival sud-africain de 3%. Mais cette croissance spectaculaire reposait largement sur le secteur pétrolier qui diffuse peu dans le reste de l'économie. Du reste, même si la richesse du Nigéria avait en une seule nuit dépassé celle de l'Afrique du Sud, même si les Nigériens eux-mêmes avaient soudainement amélioré leur situation matérielle et sociale, le caractère conventionnel du lien entre cette situation et la gouvernance du continent n'en demeurerait pas moins. Un postulat

⁶ Simon Allison, « Le Nigéria, superpuissance africaine », *Daily Maverick*, Johannesburg, publié le 6 avril 2014, repris par *Courrier International*, n° 1225 du 24 au 30 avril 2014.

implicite semble hanter les dirigeants politiques : la « richesse » donne la légitimité. Cette représentation sans fondement donne cependant lieu à un consensus tacite au sein d'une communauté de décideurs mondiaux qui peuvent par ailleurs être parfaitement divisés sur beaucoup d'autres sujets. Ce consensus permet à ce postulat d'être appliqué et à cette représentation sans fondement de devenir réalité. Jusqu'à l'absurde...

...La richesse du Nigéria n'a pas augmenté en une seule nuit. C'est son mode de calcul qui a changé. D'une part, les prix des biens, estimés jusqu'alors au niveau de 1990, furent actualisés. D'autre part, de nouveaux secteurs furent enfin pris en compte : télécoms, aviation, production musicale et cinématographique. Le 6 avril 2014, le bureau de la statistique du pays a publié les nouveaux chiffres, qui ont révélé un bond du PIB de 57% en 2013 (de 292 à 510 milliards de dollars)⁷. Avec ces nouvelles données, le Nigéria devenait ainsi la première économie du continent africain, à la place de l'Afrique du Sud. Certes, comme le précise Bismarck Rewane, un économiste nigérian, « cette annonce ne met pas plus d'argent sur les comptes en banque ni plus de nourriture dans les estomacs. Elle ne change rien »⁸. Elle modifie cependant la représentation que l'on se fait dans les instances internationales de sa légitimité à prendre place à la gouvernance mondiale.

La soudaineté de la révélation accentue le caractère conventionnel de cette représentation.

Que la puissance économique ait une répercussion sur la capacité d'un pays à peser diplomatiquement, on veut bien le croire. Cela doit pouvoir se démontrer, mais à condition de passer par des chaînons intermédiaires, des liens de cause à effet qui soient bien réels. Or, ici, la réalité économique a-t-elle changé au Nigéria entre le moment où l'Afrique du Sud était jugée plus puissante et plus adulte que lui sur la scène internationale et aujourd'hui ? Non, seulement la représentation de cette réalité (changement d'un mode de calcul).

Si cette représentation est partagée par les décideurs, cela suffit pour qu'elle change la réalité en la rendant conforme à son contenu.

Très bel exemple de conjugaison au mode performatif, ou, si l'on préfère, de construction de la réalité sociale internationale.

⁷ Simon Allison, op.cit.

⁸ Cité par Simon Allison, op.cit.

|